

Yves Sintomer

## De l'échec du compromis historique au «nuovo corso»: crise et mutations du Parti communiste italien

**Pour analyser correctement l'évolution récente du PCI, il s'agit en préalable de lever deux visions traditionnelles mais largement erronées: celle, «gauchiste», qui verrait dans le tournant culturel actuel des communistes italiens la simple explicitation d'une ligne depuis longtemps social-démocrate; l'autre, eurocommuniste type «année 70», qui verrait dans le PCI actuel l'exemple réussi d'une «rénovation du communisme».**

Il faut insister sur le fait que le PCI traverse depuis au moins 1977 une crise très profonde, et que les réflexions qu'il mène en ce moment constituent à la fois une rupture avec le passé et les prémisses de l'une des réponses majeures de la gauche européenne à la crise qui la traverse depuis quelques années, réponse qui est tournée vers l'avant et ne constitue pas un simple retour à des schémas issus du passé.

### Une crise qui vient de loin: de la montée à l'échec du compromis historique

De la Libération aux années 60, le PCI contribua largement à la démocratisation et à la modernisation en profondeur de la société italienne. Il le fit d'une manière complexe, qui renvoyait à la nature particulière des rapports de force politiques et sociaux de la Péninsule. D'un côté, favorisé par des liens assez unitaires avec le PSI, par une légitimité nationale issue de la Résistance (et indirectement par l'aura intellectuelle de Gramsci), le PCI put jouer en partie le rôle de partenaire progressiste de l'Etat-providence, tel qu'il était défini par les diverses social-démocraties européennes. Cet aspect se renforça dans les années 60, sous l'effet de la radicalisation sociale diffuse et de l'ouverture constituée par les gouvernements de centre-gauche. D'un autre côté, le PCI continuait de nourrir en son sein de fortes sensibilités révolutionnaires, sut mener des luttes radicales et parvint habilement à chevaucher en 1968 et dans les années qui suivirent une explosion revendicative dont il n'avait pas été à l'origine. En conséquence, le PCI restait exclu de toute formule gouvernementale et demeurait infiniment plus suspect aux yeux des classes dominantes qu'un SPD accomplissant son Bad Godesberg.

Cet équilibre, que Togliatti avait su incarner avec habileté dans le *partito nuovo*, ne pouvait pas ne pas être profondément bousculé par le «mai rampant» italien et la vague de luttes du début des années 70. Le PCI voyait apparaître sur sa gauche des mouvements sociaux qui le contestaient durement, et des

groupes révolutionnaires dont le centre de gravité reposait (pour certains d'entre eux au moins) autant dans le jeune prolétariat des grandes usines du Nord que chez les étudiants. Les luttes radicales autant par leurs objectifs (anti-hiérarchiques, par exemple) que par leurs formes (conseils d'usines, grèves sauvages, auto-réduction dans les services publics...) bousculaient le compromis social issu des années du «miracle». En contrepartie, les classes dominantes menacées eurent recours à la stratégie de la tension, favorisant la violence étatique et plus encore un «terrorisme noir» lié à la réaction internationale.

C'est dans ce contexte, et en s'appuyant également sur le bilan du renversement d'Allende, que Berlinguer proposa la ligne du «compromis historique». Fondamentalement, celui-ci visait à monnayer la canalisation institutionnelle des mouvements sociaux contre une participation au pouvoir permettant d'enclencher des processus de réforme, dans une logique somme toute assez similaire à celle de la «grande coalition» CDU-SPD. Mais l'Italie de 74 était autrement polarisée et radicalisée que l'Allemagne de 68, et, avec cette stratégie, le PCI se coupa des mouvements les plus novateurs de la société. Le référendum sur le divorce de mai 74 en est l'exemple le plus criant: le PCI chercha presque jusqu'au bout à l'éviter, persuadé de l'échec inévitable des progressistes et craignant d'aggraver les tensions politiques, alors que ce premier échec électoral de la DC plaça celle-ci sur la défensive, concrétisa une révolution culturelle qui fissurait l'ordre moral et révéla au grand jour que le monde catholique si important en Italie ne se situait plus unanimement dans le camp de l'ordre établi. Le PCI pensa que ses succès électoraux de 75-76 étaient les tremplins d'un essor futur, alors qu'ils marquaient l'apogée (brillante) de son influence en même temps qu le début du retournement de la radicalisation sociale, en Italie comme dans le reste de l'Europe. Le compromis historique se révéla être un marché de dupes: après s'être servi du PCI pour normaliser la situation italienne, la DC le renvoya avec mépris à l'opposition; le fait que la mort d'un homme, Aldo Moro, ait pu être à l'origine de ce retournement souligne la fragilité du pari qu'avaient effectué les dirigeants communistes.

Avec le recul, il est permis de penser que le compromis historique fut encore plus désastreux pour l'ensemble de la société italienne que pour le Parti lui-même. L'Union de la gauche en France avait sans doute un programme productiviste, et était beaucoup trop institutionnelle, mais elle se dressait contre la droite et le régime établi. La stratégie du compromis historique prétendait redonner du crédit à ceux-là

mêmes qui symbolisaient depuis la guerre la corruption, le *malgoverno*, l'ordre moral et l'injustice sociale. Il fermait toute issue aux problèmes engendrés par la modernisation accélérée de la Péninsule et par la crise économique naissante, et jetait une chape de plomb sur les espoirs de changements radicaux des couches marginalisées (en particulier la jeunesse). En interdisant un futur qualitativement autre aux souffrances du présent, il constituait le terreau sur lequel put fleurir la folle parabole de l'ultra-gauche italienne. Implanté dans les quartiers les plus populaires des cités, nourri (pas seulement idéologiquement) par les souvenirs toujours vivants des *partigiani*, le terrorisme italien, contrairement à ses homologues allemand ou plus encore français, eut une certaine base de masse parmi la jeunesse (ouvrière et étudiante).

Symboliquement, les mobilisations étudiantes de 1977 révélèrent la distance qui s'était instaurée entre des pans entiers de la société et le parti (au contraire de 68, le PCI fut cette année-là considéré comme un adversaire par le mouvement), et virent en même temps l'apparition du «camarade P 38» dans les manifestations. Dès lors, les événements s'enchaînèrent dans un cercle vicieux toujours aggravé. Le 16 mars 1978, Moro est capturé par les Brigades Rouges, ce qui amène le PCI et la DC à manifester conjointement contre les «extrémistes». Le 9 mai, Moro est assassiné. En juin, le PCI signe un accord de gouvernement avec la DC, tout en restant en dehors de l'exécutif: pendant deux ans, toutes les lois passeront au Parlement avec 90% des voix, y compris celles qui instaurèrent les lois d'exception et la violation des droits élémentaires de la personne. En février 79, les syndicats proposent un pacte social et s'opposent désormais fermement aux luttes. En juin de la même année, le PCI subit un échec aux législatives (30,4%). La DC opérant par contre un redressement (à 38%): voyant la perspective de l'entrée au gouvernement s'éloigner, le PCI en rajoute encore sur les concessions déjà accordées. En janvier 80, les Brigades Rouges assassinent pour la première fois un membre du Parti. En juin 80, les élections régionales voient chuter PCI et DC; le PSI remonte à 12% et rentre dans le second gouvernement Cossiga, tandis que le PCI est renvoyé à l'opposition. Terrorisme et compromis historique ont pris en étau toutes les alternatives possibles. En octobre 80, la longue grève de la FIAT (que le PCI n'avait pas voulu et qu'il ne soutiendra que partiellement) est un échec, et la défaite du bastion ouvrier clôt les espoirs soulevés depuis 68 en même temps qu'une période entière du mouvement social italien. Si les «années de plomb» vont vite se terminer avec l'écrasement politique et militaire des Brigades Rouges, la Péninsule semble s'installer dans le triomphe du néo-libéralisme et du *rampantismo* (mélange italien du yuppie et du «gantant» de Tapie).

Le compromis historique était hautement contestable, mais représentait une vision stratégique forte et cohérente. Son échec laisse les communistes italiens orphelins, même si le charisme de Berlinguer a pu le dissimuler pendant un moment. A partir de 1981, le PCI ne joue plus le rôle de «parti de gouvernement hors du gouvernement» qui était le sien durant la période précédente, mais ne se résoud pas non plus à représenter une opposition décidée au gouvernement, empêtré qu'il est dans les mailles du désir maintenu d'institutionnalisation et démuné d'une alternative réelle. Il navigue à vue, oscillant entre des attitudes qui se contredisent y compris sur le court

terme. Il est incapable de désigner des interlocuteurs privilégiés (DC, PSI, mouvements sociaux?), et une partie de son appareil, notamment syndical, garde la nostalgie du compromis historique. C'est ainsi qu'en 85, le PCI affrontera divisé la campagne contre la suppression de l'échelle mobile des salaires, certains courants boycottant passivement la campagne, ce qui contribuera de manière déterminante à la courte défaite du référendum. Sa distance avec la société s'accroît encore: il passe largement à côté de la nouvelle culture qui émerge du mouvement pacifiste, ne fait guère qu'esquisser un dialogue avec les aspirations féministes qui restent marginales en son sein. De manière similaire, le mouvement écologiste pourtant né dans la Péninsule et partiellement dans la sphère d'influence communiste ne parvient guère à faire entendre sa voix à un parti qui défendra l'énergie nucléaire jusqu'à Tchernobyl. Plus grave encore, le contact avec le salariat se distend: des premières assemblées des délégués syndicaux «autoconvoqués» jusqu'aux COBAS, une partie du monde du travail, en recherchant de nouvelles formes de lutte, va se heurter de plus en plus frontalement aux syndicats, CGIL comprise.

### L'échec de l'eurocommunisme italien

A ce stade, la profonde crise d'identité qui couvait depuis des années se révèle au grand jour.

Les communistes italiens sont le produit d'une histoire originale. Le fascisme constitua une coupure radicale entre le premier PCI de Gramsci et celui qui sortit de la Résistance avec une influence renouvelée. Le microcosme de la société communiste future qu'il incarna alors faisait certes référence aux pays du «socialisme réellement existant», mais n'en adoptait pas les traits les plus grossiers (comme le culte de la personnalité ou les avatars les plus extrêmes du «matérialisme dialectique»). S'appuyant sur une interprétation intelligente (et orientée) de Gramsci, Togliatti sut à la fois ancrer le Parti sur les problèmes spécifiques de la société italienne (avec ses «retards» caractéristiques) et justifier la dichotomie qui s'instaurait entre un projet révolutionnaire autoritaire et une activité au jour le jour ressortant d'un parlementarisme assez classique. Lorsque les effets conjugués du «miracle» italien et du rapport Kroutchev rongèrent cette synthèse par les deux bouts (l'Italie devenant pour l'essentiel un pays avancé et le «modèle» soviétique s'effritant), le PCI eut l'intelligence de réévaluer en profondeur l'expérience des pays de l'Est et de scruter avec franchise les mutations de la classe ouvrière. L'hémorragie intellectuelle qui suivit 1956 fut ainsi assez rapidement résorbée, même si le débat sur les limites des expériences frontistes (et donc sur l'écart entre programme minimum et programme maximum) fut sanctionné administrativement lors du XI<sup>e</sup> Congrès en 1966 par l'écrasement de la gauche ingraïenne, qui sera exclue trois ans plus tard et formera le *Manifesto*.

La réponse à la modernisation sociale de l'Italie ne fut pas si facile. Au cours des années 60 et 70, le PCI eut du mal à s'implanter en profondeur dans les nouvelles concentrations prolétariennes du Nord. Ses bastions restaient concentrés dans une zone recoupant les anciens Etats pontificaux, celle de l'Italie centrale des PME et des villes moyennes. Il n'est pas étonnant que les besoins qui s'exprimèrent politiquement à partir de 1968 les prirent en partie au dépourvu. La réponse qu'il leur donna fut en fin de compte l'eurocommunisme. L'«aggiornamento»,

qui visait à faire franchir un seuil cumulatif aux révisions et élaborations qui s'étaient succédées depuis 1956, ouvrit indéniablement une période fertile. Jamais un parti issu de l'Internationale communiste n'avait déployé en son sein une telle diversité de points de vue, jamais la force d'attraction et la capacité hégémonique du PCI n'avaient été si grandes. Cependant, l'eurocommunisme italien révéla deux faiblesses.

D'une part, il ne réussit pas à élaborer une théorie et une pratique permettant de lier une activité de plus en plus institutionnelle à un projet alternatif de société pour le futur. Sa vision du «communisme démocratique» restait bien vague, et, comme le fit remarquer Nberto Bobbio, elle juxtaposait les paradigmes tirés de l'Internationale communiste stalinisée et ceux provenant de la tradition démocratique-libérale plus qu'elle n'en faisait une synthèse nouvelle. Significativement, les théories autogestionnaires ne prirent jamais dans le communisme transalpin. Sur l'autre versant, la pratique du compromis historique poussa très loin le PCI dans les compromis tout court. Sa défense de l'Etat existant au nom de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme l'amena à appuyer et à promouvoir un régime d'exception et de chasse aux sorcières qui ne différait guère de celui que le SPD avait contribué à mettre en place en RFA. Sur le plan syndical, la direction communiste justifia au nom de l'idée du «pacte des producteurs» une politique dont l'autoritarisme et la «modération» n'avait pas grand chose à envier au «recentrage» d'Edmond Maire. Enfin, certains de ses membres en vue appuyaient le développement de l'énergie nucléaire, symbole du productivisme et de la dégradation de l'environnement. En bref, le PCI courait de plus en plus le risque de perdre son âme communiste.

Le risque de s'enliser dans le présent était d'autant plus dangereux que la «contre-société» qu'avait longtemps incarnée le parti et dans laquelle se lisait le futur était à l'agonie, rongée par la modernisation des structures sociales et le relatif nivellement des conditions économiques et culturelles (qui était d'ailleurs au moins en partie le produit des luttes populaires). Le vieux modèle du collectif ouvrier et paysan magnifié après-guerre par le néo-réalisme se diversifiait au profit de subjectivités plus éclatées, d'une modernité qui n'était sans doute pas plus heureuse mais qui était en tout cas différente. L'eurocommunisme arriva assez tard, trop peut-être: la crise du fordisme et du taylorisme entraîna avec elle celle du mouvement ouvrier européen à partir du milieu des années 70. Le modèle de développement que l'eurocommunisme italien entendait démocratiser restait fondamentalement productiviste, et sa dépendance par rapport à l'Etat-providence le rendait peu apte à constituer une alternative lorsque celui-ci fut remis en question.

Ce qui posait problème à l'ensemble de la gauche européenne se conjuga avec une crise de la culture communiste italienne proprement dite. La «philosophie de la praxis» teintée d'historicisme et de gramscisme qui constituait la marque culturelle du PCI épuisa son potentiel (elle ne produira plus d'ouvrage majeur après 1975) au moment même où se déclencha la crise du marxisme, que Colletti annonça dans sa célèbre *Interview politique et philosophique* parue en 1974. La secousse sera presque aussi forte en Italie qu'en France, et, en quelques années, le marxisme passera d'une position dominante à une situation relativement marginale sur la scène intel-

lectuelle de la Péninsule, sapant une des bases de l'hégémonie du parti. Cet effondrement ira de pair avec celui du modèle soviétique. Le PCI fut, de tous les grands partis communistes occidentaux, celui qui prit le plus de distances avec ce dernier, au point de déclarer épuisée la poussée propulsive issue de la Révolution d'Octobre. Cette rupture qualitative posait le problème d'un projet de société alternatif, que les avatars du compromis historique rendaient problématique. Le modèle «komminternien» rejeté, il n'était pas facile de ne pas tomber dans une variante ou une autre de la social-démocratie.


La conjonction de ces remises en cause atteignit un seuil qualitatif dans les années 80, provoquant la désagrégation de l'identité du Parti et tendant à transformer en cacophonie la diversité qui faisait traditionnellement sa richesse, faute d'un axe central unificateur.

## De la débacle de 1987-1988 au *Nuovo Corso*

Cette triple crise de fonctionnalité politique, de stratégie et d'identité ne pouvait manquer de provoquer des effets dévastateurs. Le PCI perd le tiers des maires qu'il dirigeait du fait du retournement d'alliance du PSI (qui reproduit systématiquement au niveau local l'alliance gouvernementale avec la DC), ses revers électoraux se transforment en déroute: il passe de 33 % à la mort de Berlinguer à 26,6 % aux législatives de 1987 (son score de 1968) et à 23 % aux élections locales partielles de 88 (talonné à 4 points par le PSI, alors que les voix du PCI étaient trois fois plus nombreuses que celles du PSI cinq ans auparavant). La chute très visible du militantisme et l'érosion accélérée de l'influence communiste sur la culture et la société italiennes constituent la toile de fond de ce processus. En 1988, la crise est telle que les secrétaires du PCI (A. Nata) et de la CGIL (Pizzinato) sont contraints à la démission en l'espace de quelques mois. Craxi semble alors en mesure d'imposer son projet à plusieurs étages: assurer la stabilité gouvernementale par la fin du vote secret au Parlement, rééquilibrer la gauche en réduisant le PCI et en absorbant les petits partis radical et social-démocrate, faire passer une réforme institutionnelle qui établirait l'élection présidentielle directe à la française. Paradoxalement, si l'union de la gauche semble devenir possible au cours de ces années, c'est sur la base d'un scénario à la Mitterrand!

C'est la perception de la gravité de la crise qui a commandé dans le cercle dirigeant du PCI la volonté d'accélérer brusquement les mutations en cours, et d'entamer un *nuovo corso* (cours nouveau) qui s'est affirmé dans la préparation puis dans la tenue du 18<sup>e</sup> Congrès. Nous assistons actuellement à un changement sur trois terrains liés mais autonomes: une rupture sur le plan symbolique, une évolution nette sur le plan politique, et une ouverture sur le plan culturel.

Le PCI a rompu symboliquement avec la tradition communiste et révolutionnaire. Il affirme désormais son affiliation à la tradition libérale-démocrate (un moment important de ce tournant a été l'interview d'Occhetto sur la révolution de 1789) et une relativisation très nette du marxisme (qui se constate hebdomadairement dans les pages de *Rinascita*, l'organe théorique du parti). Le choix réformiste est clairement assumé, l'adjectif de «fort» qui lui est accolé ayant surtout une valeur rhétorique et tactique. Les changements sémantiques tels que l'aban-



don des termes «troisième voie», «eurocommunisme», «réformes de structure» et «révolution» (il était fascinant pour qui suivait les travaux du 18<sup>e</sup> Congrès de constater que cette parole fut littéralement absente des interventions de l'immense majorité des délégués) sont à cet égard mûrement réfléchis. Ils visent à marquer l'inscription dans la production de type capitaliste (le marché étant revendiqué non comme une nécessité transitoire mais comme l'horizon de tout système de production moderne) et l'acceptation explicite de son répondant dans la sphère politique, l'Etat. Le parachèvement logique de cette évolution sera l'adhésion prochaine au groupe socialiste du parlement européen et à l'Internationale socialiste (la décision est prise, son application réclamant seulement certaines médiations; les Jeunesses communistes italiennes ont déjà adhéré à l'Internationale des Jeunesses socialiste). Dans une telle perspective, il est compréhensible qu'aient pu être évoquées les questions du changement de nom du parti et de l'union organique avec les socialistes, même si ces deux points ne sont pas encore à l'ordre du jour.

En effet, l'évolution politique suit une dynamique quelque peu différente. Le *nuovo corso* vise avant tout sur ce plan à réassurer aux communistes une marge d'autonomie à l'égard des socialistes, ce qui passe par le choix d'une opposition décidée au gouvernement et la proposition d'une alternative gouvernementale de gauche excluant tout accord avec la DC. Indéniablement, le PCI a fait preuve de capacité offensive ces derniers mois, de l'attaque contre la violation des droits syndicaux à la FIAT à la demande d'une réforme fiscale, du refus de la dissociation entre viol «marital» et viol extra-conjugal dans la loi sur la violence sexuelle à la lutte contre le «ticket modérateur» exhorbitant que les gouvernements tente d'imposer dans la santé. Les communistes conservent certes une attitude «responsable», considérant d'un œil favorable la restriction du droit de grève mise en œuvre contre les COBAS ou décommandant en extrême la grève générale convoquée en faveur de la réforme fiscale, prêts à beaucoup de compromis sur les questions institutionnelles. Il n'en demeure pas moins que leur dynamisme retrouvé et le choix de campagnes populaires et bien ciblées leur a permis de mettre sur la défensive socialistes et démocrates-chrétiens, pour la première fois depuis bien longtemps et de contribuer à ouvrir un espace à l'activité de la société civile.

L'ouverture culturelle impressionnante aux «nouveaux mouvements sociaux» qui constitue une part tout à fait essentielle du *nuovo corso*. La non-violence, notion essentielle du mouvement pacifiste contemporain, a été adoptée comme principe programmatique (qui contredit d'ailleurs le refus maintenu de réclamer la sortie de l'Italie hors de l'OTAN ou au moins des mesures de désarmement unilatéral, et la proposition effectuée récemment par des parlementaires communistes de se diriger vers une armée de métier). Plus encore, le 18<sup>e</sup> Congrès a retenu du féminisme non seulement un système de quotas (30 % des sièges seront réservés aux femmes), mais surtout l'importance décisive de la différence sexuelle, entendue non comme revendication spécifique au sexe opprimé mais comme exigence transversale devant parcourir l'ensemble du projet de société. Là encore, certaines limites doivent être prises en considération: les quotas n'ont pas joué pour l'élection de la Direction nationale; des féministes importantes du PCI n'ont pas été élues au CC (c'est le

cas de F. Chiaramonte) ou à la Direction nationale (c'est le cas de C. Mancina, dont nous publions un texte dans ce numéro); la valeur conflictuelle de la différence sexuelle risque d'être émoussée dans son intégration trop rapide au projet global de libération humaine... Mais, dans l'ensemble, il est possible d'affirmer que le PCI représente l'expérience la plus avancée en Europe d'ouverture du mouvement ouvrier au féminisme. Enfin, le tournant écologique a été parachevé au cours du 18<sup>e</sup> Congrès. L'exigence d'un nouveau modèle de développement portant sur la croissance qualitative et respectueux des équilibres de l'éco-système a été assumée comme une rupture avec les vieilles conceptions industrialistes et productivistes de la gauche. Cette orientation nouvelle commence à se traduire dans la pratique: la CGIL a organisé un colloque sur la reconversion des industries militaires et polluantes, et le PCI a récemment proposé la création d'un fond de reconversion écologique allant en ce sens. Autre fait encourageant, la section florentine du PCI a décidé lors de son dernier congrès de s'opposer à la perspective d'implantation d'un méga-centre de la FIAT aux abords de la ville, projet qui avait pourtant été proposé il y a quelques temps par les conseillers municipaux communistes. Cependant, cette nouvelle stratégie est encore loin d'être systématisée concrètement, en particulier dans la gestion municipale et au niveau syndical.

Interpréter unilatéralement le *nuovo corso* comme un tournant à droite n'est donc pas convaincant. Comment expliquerait-on dans cette optique la défaite cinglante de la droite traditionnelle du parti lors des élections au Comité central et à la Direction nationale? Comment pourrait-on rendre compte du déplacement du centre de gravité de l'organisation du centre-droit vers le centre-gauche? Que signifierait le tournant à gauche relatif mais net que représente le remplacement de Pizzinato par Trentin à la tête de la CGIL? Indéniablement, le *nuovo corso* a su instaurer une réelle dialectique entre le rapprochement avec la social-démocratie européenne prôné depuis longtemps par Napolitano et l'ouverture vers les mouvements sociaux désirée par Ingrao. Que cette double mutation se soit dessinée de manière dynamique suggère qu'il s'agit de beaucoup plus qu'un simple replâtrage interne, et qu'il y a là l'entrée résolue dans une nouvelle stratégie.

### Au-delà de l'eurocommunisme: de la troisième voie à l'euro-gauche

Cette stratégie ne peut se comprendre qu'en la comparant aux recherches similaires sur la scène européenne. S'il y a bien une convergence explicite avec les grandes organisations social-démocrates (spécialement de l'Europe du Nord), c'est également parce que celles-ci cherchent à dépasser une phase de leur histoire, et que le phénomène Gorbatchev à l'Est redistribue toutes les cartes. En bref, s'il y a aujourd'hui plus de différences entre le PCF et le PCI ou entre le PSOE et le SPD qu'entre le SPD et le PCI, c'est parce que la gauche européenne entre tout doucement dans une nouvelle période de son histoire, et que les clivages d'hier s'en trouvent relativisés. Deux «modernisations» cohérentes se font jour à cette échelle, qui prennent toutes deux acte de la mutation des terrains de radicalisation et de l'émergence de nouvelles aspirations (en terme de modèle de développement centré sur la qualité de la vie, d'individualité sociale, de nouvelle citoyenneté...): l'euro-gauche et la perspective verte-alternative. La première entend réfor-

mer et limiter l'espace du mode de production existant, la seconde, dans ses meilleures expressions n'entend pas s'y cantonner. L'euro-gauche part du mouvement ouvrier classique pour s'ouvrir aux nouveaux mouvements sociaux, les verts-alternatifs partent de ces derniers pour se confronter aux problèmes qui furent traditionnellement ceux de la gauche. Que l'alliance rouge-verte semble se concrétiser dans le plus puissant pays européen, et que cette perspective ait flotté en arrière-fond du Congrès du PCI n'a en ce sens rien d'un hasard. La tentative d'un Oskar Lafontaine ne diffère pas qualitativement de celle d'Occhetto, et, dans les convergences SPD/PCI sur la réduction du temps de travail, la participation des travailleurs à la gestion, la promotion du féminisme et de l'environnement ou la lutte contre le militarisme, le plus à gauche n'est pas toujours le parti de Gramsci...

Il faut donc saisir toute la radicalité du tournant qui s'opère aujourd'hui dans le PCI. Pour les dirigeants de celui-ci, l'euro-gauche ne signifie pas une quelconque rénovation du communisme (même dans sa version eurocommuniste), mais l'entrée dans une troisième phase de l'histoire du mouvement ouvrier et de la gauche à l'échelle européenne, qui aille au-delà de la tradition communiste comme de la tradition social-démocrate.

C'est dans cette perspective que la référence d'Occhetto à Gorbatchev (le journal du PSI, *L'Avanti*, a relevé que jamais un dirigeant soviétique n'avait été autant cité dans un rapport introductif au congrès du PCI) prend tout son sens: en dégelant le paysage figé de la «gauche» est-européenne, Gorbatchev représente un atout clef pour que l'évolution du PCI ne soit pas synonyme de chute dans la social-démocratie du passé mais saut dans le futur, et pour qu'une gauche européenne renouée puisse s'opposer victorieusement à la droite. Le travail fractionnel considérable du PCI à l'Est, en lien notamment avec Alexandre Dubcek, assume une tâche similaire. Pour une large part, l'échec de Gorbatchev signifierait aussi celui d'Occhetto.

### Forces et faiblesses du *nuovo corso*

Avec l'adoption de l'orientation forte que constitue le *nuovo corso*, on peut dire que le PCI sort enfin du deuil du compromis historique. La réussite du nouveau cours n'est pas assurée pour autant.

Occhetto a quelques atouts en poche. Il peut d'une part puiser dans l'incontestable richesse sociale et intellectuelle de la tradition du PCI. Si le *nuovo corso* a pu s'imposer en quelques mois, c'est aussi parce que le terrain avait été préparé à l'intérieur du monde communiste. Pour donner quelques exemples, une bonne partie des féministes indépendantes des années 70 avaient fini par rejoindre le Parti, tout en restant jusqu'en 1988 cantonnées dans des marges; le dernier Congrès de la CGIL avait vu triompher les amendements anti-nucléaires, et la réflexion syndicale sur la contradiction production/environnement avait considérablement avancé depuis trois ans; une des principales organisations écologistes italiennes, la *Lega per l'Ambiente*, reste encore largement dans la sphère d'influence communiste; enfin, ce n'est pas d'aujourd'hui que les intellectuels de l'*Istituto Gramsci* travaillent sur les traditions théoriques libérales... Le PCI garde une implantation populaire impressionnante à travers un réseau complexe d'associations, même si le temps est compté et que le déclin rapide de ce patrimoine exige une reconversion rapide et radicale pour être préservé.

Le *nuovo corso* bénéficie de plus d'une remontée indéniable des luttes, qui permet d'augurer que les années du néo-libéralisme triomphant relèvent désormais du passé. Les signes de la nouvelle radicalisation de la société ont été visibles dans le mouvement lycéen de 85 (les *ragazzi del l'ottantacinque*), dans l'activité diffuse d'association et de mouvements écologistes, dans le succès de la récolte des signatures pour le référendum anti-nucléaire, dans les mobilisations répétées des COBAS. Aujourd'hui, après des mobilisations syndicales importantes en faveur de la réforme fiscale, des centaines de grèves et de manifestations spontanées ont accueilli la décision gouvernementale d'attaquer le système d'assurance-maladie. Lorsque le 10 avril 1989, la Fiat Mirafiori de Turin, une des plus grandes usines d'Europe, symbole du militantisme ouvrier durant des décennies, s'est mise en grève à 80 % contre le projet de loi après neuf ans de silence et de mise au pas, l'émergence d'une nouvelle figure ouvrière, jeune, luttant pour ses droits et sa dignité, est devenue incontestable.

Enfin, le PCI bénéficie d'une équipe de direction renouvelée, considérablement rajeunie et relativement homogène, autour d'Occhetto. Elle peut espérer marquer des points (ou du moins faire jeu égal) face à un PSI qui reste très faible du point de vue de l'implantation sociale et de la richesse intellectuelle, ayant comme principal atout le bonapartisme intelligent et démagogique de Bettino Craxi. Par ailleurs, la construction d'une force à la gauche du PCI, pôle arc-en-ciel alternatif implanté dans les nouveaux mouvements et dans les couches radicales du prolétariat, connaît des hauts et des bas et est loin d'être chose acquise.

Cela ne revient pas à dire que le pari est déjà gagné et que les analyses sur la crise du PCI doivent être aujourd'hui conjuguées au passé. Le PCI doit résoudre en même temps les problèmes qu'affronte tout le mouvement ouvrier européen, la crise du mouvement communiste et sa propre mutation symbolique, et cela fait beaucoup, surtout lorsqu'un PSI occupe déjà une partie non négligeable de l'espace visé. Le passif accumulé est lourd et les compromis internes restent fragiles, à la merci d'un nouvel échec électoral. D'ailleurs la rapidité du tournant (par exemple sur le nucléaire si elle peut à terme porter des fruits, reste encore pour le moment largement l'expression du vide de perspective qu'avait produit le désarroi des dernières années). Occhetto en autorisant les thèmes écologiste, pacifiste et féministe lors du 18<sup>e</sup> Congrès au regard du lancement de celui-ci à l'automne 88, a certes répondu aux exigences qui avaient émergé de la base lors de nombreux congrès locaux. Mais il a aussi pu imposer sa ligne parce que tous saisissaient que faute d'un «traitement» rapide et radical, le Parti courait à la catastrophe. C'est pourquoi les élections européennes constitueront un premier test de la nouvelle stratégie, qui décidera peut-être du sort d'une tentative qui ne peut laisser personne indifférent dans la gauche européenne. M